

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative bâtiment A3 Territoires
19 rue de Ciron
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 10/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SYNDICAT MIXTE D'ASSAINISSEMENT ET D'EAU POTABLE DU GAILLACOIS (SAEP)

566 route de la Janade
81600 Rivières

Références : 81-CRARC-2025-130
Code AIOT : 0006803628

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/09/2025 dans l'établissement SYNDICAT MIXTE D'ASSAINISSEMENT ET D'EAU POTABLE DU GAILLACOIS (SAEP) implanté Station d'épuration de la ZAC de Massiès 1 81500 Giroussens. L'inspection a été annoncée le 25/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre du suivi de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence pris à l'encontre de l'exploitant le 1er juillet 2024, faisant suite à l'incident sur l'installation qui a entraîné un arrêt de la capacité de traitement de l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYNDICAT MIXTE D'ASSAINISSEMENT ET D'EAU POTABLE DU GAILLACOIS (SAEP)

- Station d'épuration de la ZAC de Massiès 1 81500 Giroussens
- Code AIOT : 0006803628
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Ce site comprend une station d'épuration collective d'eaux résiduaires provenant de la ZAC des Massiès sur la commune de GIROUSSENS.

Ses activités sont régies par un arrêté préfectoral d'autorisation établi le 4 décembre 2001. L'activité de l'établissement est classée sous la rubrique 2750 (Station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles en provenance d'au moins une installation classée soumise à autorisation).

Cette station recueille des rejets sanitaires de toutes les entreprises de la zone d'activité, ainsi que des effluents industriels de certains établissements dont deux qui sont soumis à la réglementation des installations classées.

Elle n'est plus en fonctionnement depuis le 3 juin 2024, l'équipement de traitement s'étant cassé à la suite d'un mouvement du terrain. L'exploitant est soumis depuis lors à un arrêté préfectoral de mesures d'urgences depuis le 1er juillet 2024.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Traitement des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 04/12/2001, article 2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Activité de traitement de la station	AP de Mesures d'Urgence du 01/07/2024, article 1	Sans objet
2	Traitement des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 04/12/2001, article 2.3	Sans objet
4	Mise à l'arrêt	Arrêté Préfectoral du 04/12/2001,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	définitif	article 10	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant transmettra sous 3 mois les projets de convention de déversement des différentes ICPE raccordées à la station d'épuration.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Activité de traitement de la station

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 01/07/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, autosurveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1^{er} - Les activités de traitement de la station d'épuration à biodisques de GIROUSSENS réalisées par la Communauté d'Agglomération GAILLAC-GRAULHET en aval de la station de traitement, sont maintenues suite à l'incident susvisé constaté le 3 juin 2024 et conformément aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation du 4 décembre 2001 susvisé.</p> <p>La fréquence de l'autosurveillance mensuelle des rejets, prescrit par l'article 2.5 de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2001 susvisé est remplacée par une fréquence hebdomadaire.</p> <p>La cuve de la station d'épuration, recueillant les effluents non traités en amont de la cuve de traitement, sera vidangée régulièrement (2 fois par semaine) et les effluents contenus dans celle-ci seront évacués vers une installation agréée.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare procéder à 2 pompages par semaine ce qui représente 15 m³ cubes d'effluents envoyés à la station d'épuration de Graulhet et présente les bons de dépotage des mois de juillet et d'août. La fréquence constatée est bien de 2 fois par semaine.</p> <p>Les résultats de l'autosurveillance sont vérifiés sur la période juillet 2024 - juin 2025 : les résultats sont déclarés avec une fréquence hebdomadaire. Par contre les derniers résultats saisis datent du 10 juin 2025.</p> <p><i>Hors visite d'inspection: en date du 6 octobre 2025, l'exploitant a réalisé la saisie des mois de juin, juillet et août.</i></p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Traitement des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2001, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, valeurs limites de rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>en situation normale, ces eaux respectent avant rejet les normes de qualité minimale suivantes:</p> <p>Volume d'effluents maximum journalier : 30m3</p> <p>température : inférieure à 30°C</p> <p>pH: compris entre 4.5 et 8.5 (NFT T90008)</p> <p>matières en suspension: 100mg/l soit 3kg/j (NFT EN 872)</p> <p>DCO: 300mg/l soit 9kg/j (NFT 90.101)</p> <p>DBO5: 100mg/l soit 3 kg/j (NFT 90;103)</p> <p>[...]</p> <p>ces valeurs doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare ne pas avoir de dépassements des normes de rejets sur le rejet de la station.</p> <p>Les résultats de l'autosurveillance sont vérifiés sur la période juillet 2024 - juin 2025 : il n'y a pas de dépassements des normes de rejets.</p> <p><i>Hors visite d'inspection: les résultats des mois de juin, juillet et aout sont conformes.</i></p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Traitement des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2001, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Convention de traitement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>une convention de traitement lie les industriels raccordés et l'exploitant de la station. ces conventions sont transmises à l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p>

L'exploitant déclare ne pas avoir de conventions de traitement avec chacun des industriels raccordés à l'installation, mais que les projets de convention sont en cours de rédaction et vont être envoyés aux industriels d'ici la fin de l'année 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet les projets de convention de traitement entre lui et les différentes ICPE raccordées à la station d'épuration dans un délai n'excédant pas 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Mise à l'arrêt définitif

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2001, article 10
Thème(s) : Situation administrative, remise en état
Prescription contrôlée : Lorsque l'exploitant met à l'arrêt définitif son installation classée, il remet son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou des inconvénients mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement. [...]
Constats : L'exploitant déclare avoir le projet de transférer l'ensemble des effluents traités par la station d'épuration "Massiès 1" vers la station d'épuration "Massiès 2", puisqu'il considère l'installation de traitement "Massiès 1" comme non réparable. Il envisage de doubler la capacité de traitement de la station d'épuration "Massiès 2". Elle recevrait l'ensemble des effluents des entreprises de la zone d'activités de Massiès, composés d'effluents sanitaires et industriels. Sa capacité serait de 200EH (95 EH actuellement). La station d'épuration "Massiès 2" n'est actuellement pas classée au titre des ICPE et ne le sera pas à termes, elle est en dessous des seuils pour la rubrique 2752 - <i>Station d'épuration mixte recevant des eaux résiduaires domestiques et des eaux résiduaires industrielles</i>) ayant une capacité nominale de traitement d'au moins 10 000 équivalents-habitants, lorsque la charge des eaux résiduaires industrielles en provenance d'installations classées autorisées est supérieure à 70% de la capacité de la station en demande chimique en oxygène . L'inspection des installations classées encourage l'exploitant à se rapprocher des services de la DDT pour connaître le classement de la station d'épuration "Massiès 2" dans la nomenclature IOTA.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Pour la mise en œuvre de ce transfert, l'exploitant engage les actions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> Fournir un planning prévisionnel des travaux de raccordement des entreprises raccordées à Massiès 1 vers Massiès 2 sous 2 mois;

- Continuer à évacuer les effluents non traités vers une installation agréée et l'autosurveillance des rejets de façon hebdomadaire le temps que le transfert des effluents vers Massiès 2 soit effectif;
- Réaliser la procédure de cessation d'activité de la station de Massiès 1 quand celle-ci ne sera plus en activité, selon les dispositions de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite